

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 26/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL DE KERUS**

Kerus  
29430 Tréfléz

Références : -  
Code AIOT : 0052904215

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement EARL DE KERUS implanté KERUZ 29430 Tréfléz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE KERUS
- KERUZ 29430 Tréfléz
- Code AIOT : 0052904215
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation relevant de la rubrique 3660a de la nomenclature des installations classées.

## Thèmes de l'inspection :

- Planifiée conditionnalité des aides

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Respect des distances d'implantation/ préservation qualité de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de rétention des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
2	Interdiction de rejet d'effluent dans les eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet
4	Respect du calendrier d'épandage régional	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 3.1.1	Sans objet
5	Étanchéité des bâtiments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
6	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
7	Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
8	Tenue du cahier d'épandage : complétude	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	Sans objet
9	Réalisation du	Arrêté Préfectoral du 29/03/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	plan prévisionnel de fumure	article 10	
10	Mode de calcul du rendement moyen	Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 2-2	Sans objet
11	Coefficient d'équivalence engrais minéral	Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 4	Sans objet
12	Obligation d'utiliser les règles du GREN	Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 1	Sans objet
13	Dépassement de la dose totale prévisionnelle	Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 9	Sans objet
14	Réalisation d'analyses de sol : utilisation du RSH	Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 7	Sans objet
15	Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V	Sans objet
16	Respect des conditions d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-III-a)	Sans objet
17	Obligation de couverture des sols - types de couvertures	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 3-2	Sans objet
18	Bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 10 mètres (en ZAR)	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 7-1	Sans objet
19	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrôle réalisé dans le cadre de la conditionnalité des aides  
Respect global des prescriptions  
Déclaration d'existence du forage existant à effectuer afin de mettre à jour la base SIGES

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositif de rétention des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.
<b>Constats :</b>  Présence sur le site d'exploitation d'une cuve à fuel d'une capacité de 3000 litres à double paroi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Interdiction de rejet d'effluent dans les eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
<b>Constats :</b>  Absence de constatation de rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Respect des distances d'implantation/ préservation qualité de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales : distances d'implantation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;</li> <li>200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;</li> <li>500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Alimentation en eau de l'exploitation assurée par un forage localisé à plus de 35 mètres des bâtiments d'élevage ou de leurs annexes. La consommation annuelle 2024 est estimée à 3352 m3. Absence de déclaration et d'enregistrement du prélèvement d'eau sur la base SIGES- données BRGM-.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Effectuer une déclaration d'existence du prélèvement d'eau afin de permettre son enregistrement sur la base de données SIGES conformément aux articles L214-1 à L214-6 et R214-53 du code de l'environnement- formulaire joint au rapport à adresser aux services de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Respect du calendrier d'épandage régional

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 3.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : épandages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'annexe 1 indique, pour chaque type de cultures et chaque type de fertilisants, les périodes d'interdiction d'épandage renforcées au niveau régional. L'épandage des effluents bruts est par ailleurs interdit toute l'année les dimanches et jours fériés. Les périodes d'interdiction d'épandage fixées dans ce calendrier régional s'appliquent aux apports azotés de toutes origines (industrielles, agricoles et urbaines)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard des données et documents fournies, les dispositions de l'article 3.1.1 sont respectées.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
----------------------------------------------

**N° 5 : Étanchéité des bâtiments**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence sur le site de 3 bâtiments d'exploitation respectivement P1 - 1287 m<sup>2</sup>, P2 -1350 m<sup>2</sup> et P3- 1350 m<sup>2</sup>- en bon état d'entretien et conformes aux dispositions de l'article 11.I.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'intégralité des effluents produits- fumiers pailleux- est transférée à chaque fin de lot sur la plateforme de compostage localisée sur le site du "Leuré Bras" à PLOUIDER. Absence de visualisation d'écoulements sur le site d'exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales : mise en oeuvre du projet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents</p>

<p>joints à la demande d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Installation relevant de la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées et autorisée par arrêté préfectoral n°38/2021AE du 29 juin 2021 pour 120 000 emplacements pour les volailles, 3986 m<sup>2</sup> de surface plancher et une production annuelle limitée à 19 592 kgN.</p> <p>Constats réalisés le jour de la visite: 81 334 volailles - poulets lourds- pour une surface plancher de 3987 m<sup>2</sup>. Mise en place réalisée en date du 10/11/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Tenue du cahier d'épandage : complétude**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>2. en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à disposition des services de l'inspection et renseigné conformément aux dispositions de l'article 28.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Réalisation du plan prévisionnel de fumure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2023)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de fumure doit être établi pour chaque îlot cultural exploité en zone vulnérable, qu'il reçoive ou non des fertilisants. Il est exigible chaque année au plus tard au 31 mars.</p>



<b>Constats :</b>
Le plan de fumure prévisionnel est établi conformément aux dispositions de l'article 10.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Mode de calcul du rendement moyen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 2-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2023)
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le calcul est réalisé sur la base des 5 derniers rendements de l'exploitation, desquels les deux extrêmes sont retirés. On obtient un rendement moyen sur les trois valeurs restantes.
<b>Constats :</b>
Le calcul du rendement moyen est effectué conformément aux dispositions de l'article 2.2 à savoir sur la base des 5 derniers rendements de l'exploitation, desquels les deux extrêmes sont retirés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Coefficient d'équivalence engrais minéral**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2023)
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le coefficient d'équivalence engrais minéral de chacun des principaux fertilisants azotés organiques figure en annexe 11. Il représente le rapport entre la quantité d'azote apportée par un engrais minéral et la quantité d'azote apportée par le fertilisant organique permettant la même absorption d'azote que l'engrais minéral. Il est adapté en fonction de la valorisation de l'azote par la culture concernée. Il doit être utilisé pour calculer la quantité d'azote efficace apportée.
<b>Constats :</b>
Respect des dispositions de l'article 4.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Obligation d'utiliser les règles du GREN**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2023)
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le calcul, pour chaque îlot cultural localisé en zone vulnérable, de la dose prévisionnelle selon les règles du présent arrêté et de ses annexes est obligatoire pour tout apport de fertilisant azoté.

<b>Constats :</b>
Les documents de fertilisation sont établis conformément à la méthode GREN.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Dépassement de la dose totale prévisionnelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2023)
<b>Prescription contrôlée :</b>
Tout apport d'azote supérieur à la dose totale prévisionnelle calculée selon les règles énoncées dans le présent arrêté doit être dûment justifié par l'utilisation d'un outil de raisonnement dynamique ou de pilotage de la fertilisation, ou par une quantité d'azote exportée par la culture supérieure au prévisionnel ou, dans le cas d'un accident cultural intervenu postérieurement au calcul de la dose prévisionnelle, par la description détaillée, dans le cahier d'enregistrement, des événements survenus, comprenant notamment leur nature et leur date.
<b>Constats :</b>
La fertilisation raisonnée à la parcelle a été vérifiée sur les parcelles "Blé tendre d'hiver" et "Orge d'hiver". Les constatations effectuées ont permis de mettre en évidence le respect global d'une fertilisation équilibrée sur les cultures susvisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Réalisation d'analyses de sol : utilisation du RSH**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Documents de fertilisation : conformité à la méthode (GREN 2023)
<b>Prescription contrôlée :</b>
Obligation d'analyse de sol : Pour les cultures à dose pivot ou plafond cette obligation ne s'impose pas. La valeur du RSH à appliquer dans les calculs de fertilisation peut être issue d'un réseau régional d'analyses collectives annuelles, à défaut d'une mesure individuelle. Si une correction doit être faite entre RSH prévisionnel et RSH mesuré, celle-ci doit apparaître dans le cahier de fertilisation
<b>Constats :</b>
Réalisation d'analyses de sol conformément aux dispositions de l'article 7 - dernières analyses réalisées en date du 15/10/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  V.- La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote. ... La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est égale à la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation divisée par la surface agricole utile. Tous les fertilisants azotés d'origine animale sont considérés, qu'ils aient subi ou non un traitement ou une transformation, y compris lorsqu'ils sont homologués ou normés. Les quantités d'azote épandues chez les tiers ou provenant de tiers figurent sur les bordereaux d'échanges d'effluents prévus au IV de la présente annexe.
<b>Constats :</b>  La campagne culturale 2024/2025 fait état d'une quantité de 362 unités d'azote organique épandues sur une surface agricole utile - SAU- de 23.27 hectares soit un apport à l'hectare de 15.55 unités. Les bordereaux d'exportation des effluents compostés sont présents et correctement remplis - transfert de 14 780 N sur la période-.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Respect des conditions d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-III-a)
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage
<b>Prescription contrôlée :</b>  ) Généralités : L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit : - sur sol non cultivé ; - sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ; - sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ; - sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ; - sur les sols enneigés ; - sur les sols inondés ou détrempés ; - pendant les périodes de fortes pluviosités ; - par aéro-aspersion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage. L'épandage par aspersion est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol.
<b>Constats :</b>  Les dispositions inhérentes au respect des conditions d'épandage et de traitement des effluents d'élevage sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Obligation de couverture des sols - types de couvertures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 3-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : couverture végétale des sols entre 2 cultures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque exploitation a l'obligation de mettre en place ou de maintenir, sur la totalité des surfaces exploitées, une couverture végétale destinée à absorber l'azote du sol au cours des périodes pluvieuses et à éviter le ruissellement. Pendant ces périodes, les parcelles agricoles doivent être couvertes soit par une culture d'hiver, soit par une culture dérobée dont Culture Intermédiaire à Vocation Énergétique (CIVE), soit par une Culture Intermédiaire Pièges à Nitrates (CIPAN) dont des repousses de colza denses et homogènes, soit par broyage et enfouissement superficiel des cannes de maïs grain. Les repousses de céréales ne sont pas considérées comme couverture végétale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La culture intermédiaire piège à nitrate (CIPAN) doit être constituée à partir des plantes récapitulées en annexe 3 ; l'introduction de légumineuses en mélange (avec une proportion maximum de 20% de légumineuses) est autorisée au semis</li> </ul> <p>Dans le cas particulier des intercultures longues à la suite d'une culture de maïs grain, la couverture peut être obtenue par un broyage fin des cannes de maïs grain suivi d'un enfouissement des résidus dans les quinze jours suivants la récolte.</p> <p>Pour les cultures pérennes, en particulier pour les vergers de plus de trois ans, un couvert interrangs est à prévoir.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La couverture des sols en inter-culture est assurée par semis d'une culture implantée - mélange avoine/phacélie- .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 10 mètres (en ZAR)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 7-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : couverture végétale des sols le long des cours d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les bassins versants ou communes en zone d'actions renforcées, l'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents, visés à l'article 3.3, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Respect des dispositions de l'article 7.1, présence d'une bande enherbée d'une largeur minimale de 10 mètres sur les îlots référencés n°4, 102 et 103.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA

**Prescription contrôlée :**

Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.

**Constats :**

La déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées est réalisée conformément aux dispositions de l'article 4.2.

La déclaration au titre de la période 2024/2025 a été réalisée et visualisée par les services de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite